



## **EDF BOARD DRAFT BUSINESS AGENDA**

18-19 February 2017

**Hotel name:** [Qawral Palace Hotel](#)

Qawra Coast Road, SPB 1902 St Paul's Bay, Malta

Phone: +356 2158 0660

**Room:** Ballroom (swimming pool level)

Version 03 February

### **SATURDAY 18 FEBRUARY**

**8:00 ARRIVAL AND REGISTRATION OF PARTICIPANTS**

**9:00-9:45: OFFICIAL OPENING**

Speakers:

**09:45-10:45: THEMATIC CONFERENCE**

**10:45-11:30: COFFEE BREAK**

**11:30-13:00: THEMATIC SESSION**

**13:00-14:30: LUNCH (QAWRA PALACE RESTAURANT)**

**14:30-16:00: BOARD MEETING**

1. Adoption of the agenda and approval of minutes of last meeting
2. Review of activities 2016
  - 2.1. President and Executive Committee report (**DOC-B-17-02-01**)
  - 2.2. EDF activities report 2016 (**DOC-B-17-02-02**)





EUROPEAN  
DISABILITY  
FORUM



3. AGA preparation, reestablishment of committees and working groups (**DOC-B-17-02-03**)

4. Update on the Social Pillar (**DOC-B-17-02-04**)

a. Objectif

i. Le point sur le travail EDF sur le Pilier social

b. Questions et commentaires

i. Avez-vous des éléments à apporter au niveau nationl

**1. VDE : question posée au cabinet le 06/02/2017 lors de la rencontre Bureau-Cabinet : pas de réponse**

ii. Vue d'ensemble du processus et mises à jour

1. La consultation publique s'est terminée le 31/12/2016

**a. VDE : Le CSNPH et le BDF avaient répondu à la consultation en insistant sur la nécessité que le pilier social devienne un véritable socle européen minimal, contraignant et sanctionné au même titre que le volet économique . Le BDF a aussi insisté sur la nécessité que le pilier social prévoie les mesures qui développe la protection sociale, l'autonomie de vie des personnes et l'inclusion dans la société**

2. EDF a répondu

3. Le Comité des affaires sociales du Parlement européen. EDF a travaillé avec certains membres du Comité pour s'assurer que les droits des PH sont pris en compte → citation

4. Rapport PE adopté le 19/01/ 2017

iii. EDF a assisté à la conférence du 23/01/2017. EDF et autres NGO EU avaient regretté qu'il n'y ait pas d'intervenant de la société civile. Jana Hainsworth, Présidente de la plateforme sociale a pu prendre la parole pour la société civile

1. Prés. Juncker a annoncé que

a. la proposition de la Commission sur le pilier EU des droits sociaux peut être attendu pour Mars 2017





EUROPEAN  
DISABILITY  
FORUM



b. un 3Sommet social pour de bons Jobs et la croissance » aura lieu le 17/11/2017 : occasion de discuter les priorités politiques

**i. VDE : L'intitulé en dit long sur la vision européenne du pilier social .... N'est-il pas souhaitable que l'EDF réagisse à nouveau avec ses autres partenaires européens ? ou attendre le texte de mars**

## 5. Funding models of National Councils (**DOC-17-02-05**)

### a. But du document

- i. Donner de l'inspiration
- ii. Apprendre des autres

### b. Questions au Board

- i. Y a-t-il des sources de financement manquantes ou avez-vous des clarifications à apporter ?
- ii. Que devrait faire EDF pour promouvoir et accroître le financement du mvt des PH européen

### c. Background

- i. Organisations de PH sont sous-financées
- ii. Les possibilités ouvertes par l'UNCPRD nécessitent force, unité et capacité au niveau local, régional, national et EU
- iii. L'art. 4.3 est clair sur les obligations des Etats : consulter et impliquer organisations PH
- iv. Les Conseils nationaux doivent s'exprimer d'une manière unie et diversifiée. Pour cela, ils ont besoin de ressources
- v. Le niveau de ressource des Conseils nationaux est très varié
- vi. Survol de la situation des Conseils nationaux

### d. Policy background

- i. Autres outils politique :





EUROPEAN  
DISABILITY  
FORUM



1. Résolution EDF sur le futur de la viabilité financière de la participation du mvt des PH en Europe

*e. Photographie établie sur base d'information recueillie en 2016 auprès des Conseils nationaux*

i. Subsidés publics

1. Représentent de 0 à 95% des budgets des Cons.Nat.
  - a. PB : 95%
  - b. Lituanie 5%
2. Certains financements = annuel et prévisible, permettant de couvrir l'essentiel des dépenses courantes : pratique très positive, cf. Belgique et Roumanie)
3. Le Parlement suédois décide du financement alloué à une série de DPO's
4. Financement public garanti par une loi : Chypre, Roumanie
5. PB : financement sous la responsabilité du Ministre de la Santé du bien-être et des sports, sur base tri ou quadri-annuelle et moyennant une évaluation et sur base de l'acceptation d'un plan de travail et d'un budget annuel

ii. Fonctions attribuées par l'Etat

1. Danemark : distribution et gestion des cartes de parking et bientôt de la Disability Card
2. Danemark, Slovaquie, Croatie : financement au travers de la loterie nationale
3. Espagne ONCE est le propriétaire de la loterie
4. Estonie : financement relativement stable sur base du Gambling Taxation Board

**a. OME : baser des politiques sociales sur les loteries ne pose un problème éthique étant donné le caractère addictif du jeu. Ceci est d'autant plus problématique**





EUROPEAN  
DISABILITY  
FORUM



**que les études ont montré que les joueurs addictifs se recrutent parmi les groupes sociaux les plus défavorisés = mirage de la chance.**

iii. Financement par les organisations syndicales

1. Existe en Grèce

iv. Financement sur base de projet

1. Slovaquie : deux projets approuvés par an : Publication Internet et cotisation EDF
2. Croatie : financement au travers d'un appel à projet « compétitif »

v. Cotisation des membres

1. Source de revenus importante pour beaucoup de Cons.Nat.
2. EDF = 33% des besoins en cofinancement

vi. Participation à un fond pour les DPO's

1. Nouvelle source de financement initiée en Allemagne en 2016. Basé sur des projets proposés par le gouvernement

**a. OME : difficile à comprendre. Donc, le gouvernement finance si les DPO's font ce qu'il veut ???**

vii. Subsidés pour l'emploi de PH : Suède et Autriche

**a. OME : Utilisation d'amendes sur non-respect de quota ???**

viii. Financement par les partis politiques

1. Lettonie (Sustento), reçoit son financement d'une combinaison de partis

ix. Mise à disposition de staff par les membres

1. France : une des organisations membres du CFHE finance 1/2 temps plein. Le complément vient de subside de l'état et des cotisations de membres

*f. Financement complémentaire :*





EUROPEAN  
DISABILITY  
FORUM



- i. Gouvernement prend en charge la présence du BDF à la Conférence des états parties

*g. Problèmes et tendances*

- i. Certains Cons.Nat. ne reçoivent pas de financement public et dépendent de "projet ad hoc" et de cotisations : Lettonie, Malte, Pologne, Hongrie, Italie. Cela implique qu'ils ne peuvent disposer d'un secrétariat et reposent sur le bénévolat
- ii. La majorité des Cons.Nat. subissent des coupes budgétaires ou une pression sur leur budget : austérité, changement de priorité du gouvernement... En Croatie, le financement sur base de la loterie a entraîné une diminution de 30% du budget...

*h. Bonnes pratiques*

- i. Slovénie et Macédoine ont adopté des actes légaux : définition de DPO + financement des activités principales. Le financement du Cons. Nat roumain est inscrit dans la loi. La nouvelle loi sur l'égalité du handicap en Allemagne inclut la participation à un fond pour les DPO's.
- ii. Certaines organisations combinent leurs sources de financement
  - 1. Grèce : petit financement public + projets FSE
  - 2. Suède grande variété de sources de financement : public + cotisation + consultance + subsides à l'emploi de pH + Subside au DPO's pour leur participation à la standardisation

6. EDF 20<sup>th</sup> anniversary (**DOC-B-17-02-06 and Annex**)

- a. Pas reçu
- b. annex to doc-b-17-02-06-20th anniversary-  
edf corporate partnership guidelines

**i. Réflexions préliminaires (OME)**

**1. Attention : réponse à une demande récurrente du BDF :**







EUROPEAN  
DISABILITY  
FORUM



**a. Les démarches de « fundraising » doivent être encadrées par des lignes de conduites claires**

**b. Ces lignes de conduites doivent être validées par l'AGA**

**2. Un principe de base : « qui paye décide » → s'avancer dans le sens de partenariats avec des entreprises du secteur privé peut avoir des implications importantes au niveau de la « liberté » de l'EDF**

**3. Ce documents arrive relativement tardivement par rapport à la demande du BDF . Il est présenté en Board dans le cadre des activités liées au 20<sup>ème</sup> anniversaire EDF. Il est vraisemblable que les négociations avec des partenaires sont déjà très avancées, voire que des contrats soient déjà signés... → Des « lignes de conduites » a posteriori ne sont-elles pas un non-sens ?**

**4. Utilité -nécessité d'une traduction en français / néerlandais ?**

**5. Utilité –nécessité de consulter un avocat spécialisé**

## **ii. Note**

### **1. Chapeau**

a. ...les lignes de conduites sont établies pour permettre à l'EDF d'accéder au financement privé tout en protégeant la réputation, l'intégrité et la vision stratégique de l'EDF

### **2. Introduction**

a. Qui est l'EDF

### **3. Mission**

a. Rappel des objectifs

b. Rappelle qui sont les principaux partenaires de l'EDF

### **4. Valeurs = Principes UNCRPD**





EUROPEAN  
DISABILITY  
FORUM



a. Liste...

**b. OME Au niveau de la présentation : les placer en « bullet points » = ferait ressortir plus clairement l'importance de chacune de ces valeurs (lisibilité)**

5. Critères de screening préliminaires

- a. Processus basé sur base d'une étude au cas par cas
- b. Suivant le document de ligne de conduite
- c. **OME : ajouter « Each potential corporate sector relationships will undergo a screening and due diligence process using the screening criteria below » : soulignerait que le processus doit être individualisé pour chaque partenariat potentiel.**  
**D'autant plus important que la même phrase contient les mots « due diligence » (diligence raisonnable) à ne pas confondre avec « précipitation » : la procédure doit être respectée dans chacun de ses aspects**
- d. Screening initial par un membre du Staff du Secrétariat, proposition d'approbation du partenariat faite par la(e) Directrice(teur) pour accord. Une fois approuvé, formalisation par un contrat signé par la Directrice(teur)
  - i. **OME : pour plus de clarté, mettre les 3 étapes sous forme de « bullet points » numérotées 1, 2, 3**
  - ii. **OME : le processus ne prévoit pas que les partenariats soient soumis au Board. Vérifier les prérogatives du Board et de l'exécutif : est-ce de la gestion journalière ?**
  - iii. **OME : demander une présentation pour information lors du Bord suivant. Permettrait**







EUROPEAN  
DISABILITY  
FORUM



**de contrôler que la procédure a été  
correctement respectée**

e. Le screening préliminaire sera basé sur :

- i. Le type de produit : liste fermée de produits exclus d'office : contenu « adulte », tabac, armement

**1. OME : est-on d'accord avec une liste aussi limitative ? Doit-on proposer de l'étendre ou, plutôt, de lui adjoindre une seconde liste : pharmaceutiques, matériel de mobilité...**

- ii. L'historique des documents publics de l'entreprise concernée en lien avec les droits des PH
- iii. L'effet de la mission, des activités ... de la compagnie sur les PH

f. Les recherches à mener par le secrétariat EDF sont :

- i. Y a-t-il qqc dans les objectifs de l'entreprise qui contrevient à la mission, à la vision, aux valeurs de l'EDF ou à l'UNCRPD ?
- ii. L'entreprise est-elle ouvertement opposée à l'égalité et à l'inclusion
- iii. L'entreprise a-t-elle des approches problématiques par rapport aux droits humains et à la non-discrimination ?
- iv. Si l'entreprise a un passé de non-respect des droits des personnes handicapées, a-t-elle pris des mesures pour y remédier ?

g. Méthode de recherche : recherche d'articles sur Google

**i. OME : la procédure devrait-elle prévoir d'interroger les conseils nationaux, notamment au niveau des activités des filiales nationales des entreprises concernées**





EUROPEAN  
DISABILITY  
FORUM



h. Si la recherche révèle des problèmes récents de violation des droits humains : EDF devrait contacter ses contact au sein de la société pour voir comment ils elle gère la situation

**i. OME : ne faut-il pas ajouter une phrase du type : « si les informations reçues s'avèrent insatisfaisante, la transaction sera suspendue ou arrêtée »**

#### 6. Critères secondaires

- a. Si l'entreprise a rencontré les premiers critères de screening, le membre du staff en charge de la procédure devra vérifier que l'entreprise et l'EDF rencontrent les critères d'adéquation du partenariat d'un point de vue financier et stratégique
- b. Critères d'adéquation utilisés de manière standard par des NGO pour évaluer si un partenariat potentiel est sain et mutuellement bénéfique

#### 7. Santé financière

- a. Donation minimale demandée par EDF = 5000€ et EDF donne une liste d'avantages proportionnels à chaque niveau de donation (clause habituelle mais nous devons voir si EDF doit le faire)
  - i. OME : préciser à l'exécutif ce qu'il peuvent faire : une liste serait intéressante. Permettrait d'éviter toute erreur dans la mise en œuvre**
- b. Entreprise avec une expérience d'au moins un an
  - i. OME : n'est-ce pas un peu jeune ? Comment évaluer la « philosophie » d'une entreprise sur un terme aussi court ?**
- c. Entreprise et EDF doivent avoir des ressources humaines et financières suffisantes pour gérer le partenariat proposé





EUROPEAN  
DISABILITY  
FORUM



**i. OME : le rapport coût – bénéfice doit être positif**

**8. Pertinence stratégique et responsabilité mutuelle**

- a. La collaboration envisagée doit correspondre à la mission globale de l'EDF, faciliter la mise en œuvre de son plan stratégique et faire progresser ses objectifs.

**i. OME : l'EDF ne peut être soumis à des exigences du donateur, en dehors de ce qui est prévu contractuellement**

**9. Approbation et message**

- a. L'EDF ne soutient pas des marques et produits

**i. OME : ambigu car si l'on met « Microsoft » sur une page Internet, on soutient « Microsoft » et non « Apple »**

- b. Bien qu'EDF reconnaisse publiquement ses entreprises partenaires, EDF ne peut pas faire de publicité, de promotion, vendre ou distribuer leurs produits ou services

**i. OME : vue de l'esprit pour les aspects publicité, de promotion = publicité qui ne dit pas son nom**

- c. EDF possède les droits sur son nom et logo et un contrat est nécessaire pour l'utilisation de ses marques dérivées

**i. OME : ne connaît pas assez le droit commercial pour pouvoir imaginer ce que sont les marques dérivées (droits dérivés ?) de l'EDF**

**ii. Des éclaircissements de la part de la directrice sont peut-être nécessaires**

- d. Tout message de l'entreprise partenaire doit correspondre aux standards de l'EDF

**10. Transparence**





EUROPEAN  
DISABILITY  
FORUM



- a. EDF va maintenir un processus d'ouverture et d'équité dans le développement de collaborations avec des partenaires ou projet similaires. De ce fait, l'EDF garde le droit de divulguer complètement certaines collaborations potentielles

**i. OME : pas clair → implications ???**

- b. Un contrat écrit est la précondition d'un partenariat. Il doit définir clairement : les rôles, les responsabilités, « ce qui doit être délivré », de chaque partie. Il mentionnera le nom du membre du staff responsable (EDF et partenaire) pour la délivrance du projet. Il sera signé par le(a) secrétaire général(e) de l'EDF après consultation avec le staff de l'EDF et les équipes « finance » et « communication »

**i. OME : D'où l'importance des guidelines. Ne devrait-on prévoir une vérification a posteriori par le Board ou le Comité des finances ???**

**ii. OME : demander d'ajouter que le contrat doit préciser quelle juridiction est compétente pour juger d'un conflit éventuel ??? Attention, comment choisir cette juridiction ???**

1.1. Types de partenariat

- a. EDF peut s'engager dans différents types de partenariat incluant : la « rémunération à l'acte », les relations de sous-contractants, les partenariats de collaboration, le sponsoring d'événement... Ils seront développés en tenant compte des besoins des deux organisations

**i. OME : difficile d'imaginer les 3 premiers**

- b. EDF garde le droit d'offrir des packages de sponsoring standard ou des packages sur mesure
- c. Les opportunités de de publicités peuvent inclure :



- i. L'utilisation du logo du partenaire sur le site de l'EDF, sa newsletter, son pied d'e-mail, ses communiqués de presse, ses média sociaux

**1. Quid, par exemple d'un CP dans lequel EDF critiquerait la non accessibilité des services web, avec MS en pied de page = risque de conflit ???**

**2. BDF paye 8000€ / an. Son logo n'est pas repris...**

- ii. L'affichage lors de manifestations EDF, publiques ou privées : utilisation du logo du partenaire dans les programmes d'un événement, sur un stand, invitation de travailleurs de l'entreprise, introduction par l'entreprise partenaire d'orateur à des événements EDF, utilisation du logo ou de marchandise événementielles du partenaire

**1. OME : partie soulignée à clarifier → l'introduction peut être le fait d'avoir le directeur de Microsoft disant en tribune qu'il est très content de la tenue de cet événement et qu'il vous présente le brillant orateur XYZ (sans lien avec MS) ou que Microsoft amène un orateur MS dans le panel = fort différent**

- iii. Possibilité pour le partenaire d'accueillir des dîner, conférences, cocktails ou workshop de l'EDF dans leurs locaux
- iv. Possibilité pour l'entreprise partenaire d'envoyer des employés à l'EDF pour de l'échange de compétences de l'échange de personnel

### Remarques finales



EUROPEAN  
DISABILITY  
FORUM



- d. **OME : Globalement, on parle parfois de : « Sponsorship », parfois de « Donation ». Pourquoi un terme à tel endroit et un autre terme à tel autre endroit ? Les deux termes ont-ils les mêmes implications (un sponsor peut imposer un certain nombre de choses, le donateur ne fait que donner)**
- e. **C'est le Secrétaire général et non le Président qui est cité : on est donc bien dans la « gestion » et pas dans la « philosophie d'action »**
- f. **Il n'y a pas un mot sur la notion d'exclusivité : que se passe-t-il si deux entreprises du même secteur d'activité proposent un partenariat ?**

**16:00-16:30 COFFEE BREAK**

**16:30-18:30: BUSINESS SESSION**

**7. Update on the CRPD (DOC-B-17-02-07)**

**a. Introduction**

- i. Information sur l'action de l'EDF pour la mise en œuvre UNCRPD
- ii. Demande de feed-back du Board

**b. Questions et commentaires**

- i. Avez-vous des commentaires au projet de réponse EDF sur les 3 recommandations urgentes du Comité ?
- ii. Avez-vous des mises à jour de votre niveau national ?
- iii. Avez-vous des suggestions pour améliorer le travail de l'EDF et sur des formations à mettre à donner aux membres du Board sur l'UNCRPD
- iv. Des membres EDF seront-ils à la Conférence des Etats-Parties ?

**1. OME : demande financement Sleurs = demandée**

- c. projet de réponse EDF sur les 3 recommandations urgentes du Comité







EUROPEAN  
DISABILITY  
FORUM



- i. EU a répondu aux trois recommandations urgentes (dans le délais de 12 mois)
- ii. EDF a rédigé son projet de réponse alternative, cf annex\_to\_doc-b-17-02-07-update\_on\_crpd-edf\_response\_to\_3\_urgent\_issues\_for\_the\_eu\_0
- d. 10<sup>ème</sup> session de la conférence des etats parties
  - i. 13-15 juin 2017
  - ii. Thème principal : « La deuxième décennie de la CRPD : Inclusion et participation complète de PH et de leurs organisations représentatives dans la mise en œuvres de la convention
  - iii. Sous-Thèmes :
    - 1. Prise en compte de la discrimination multiple de PH et promotion de leur participation et partenariat multilatéral pour la réalisation des objectifs de développement durable (Sustainable Development Goals – SDG) en lien avec la CRPD
    - 2. Inclusion et participation complète de personnes handicapées dans les actions humanitaires
    - 3. Promotion d'un développement urbain inclusif et implémentation du Nouvel Agenda Urbain – Habitat III(en lien avec art. 9 – Accessibilité)
  - iv. IDA a proposé avec succès ces thèmes aux organisateurs
  - v. EDF participera à la COSP
- e. Dialogues constructifs
  - i. Chypre, Bosnie Herzégovine, ...
  - ii. EDF et IDA préparent des « webinars » en « capacity building » sur les autres traités ONU : Droits de l'enfant, Comité sur l'élimination de la discrimination contre les femmes et Comité sur les droits économiques, sociaux et culturels. Les membres EDF seront invités.

### **1. OME : être attentif**





EUROPEAN  
DISABILITY  
FORUM



- iii. L'EDF veut accroître ses activités de « Capacity building » et de support pour ses membres devant le comité CEDAW (discr. > < fê), cf.  
[http://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/TreatyBodyExternal/MasterCalendar.aspx?Type=Session&Lang=En](http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/TreatyBodyExternal/MasterCalendar.aspx?Type=Session&Lang=En)

### **1. OME : Belgique n'est pas concernée en 2017**

#### f. Commentaire général du Comité CRPD

- 1. Le Comité prépare un commentaire général sur l'article 19 – Independent living :

<http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/CRPD/Pages/CallDGDtoliveindependently.aspx>

#### g. Work Forum sur l'implémentation de l'UNCRPD

- i. <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=88&eventsId=1038&furtherEvents=yes>

- ii. 19/05/2017, CE + EDF

- iii. But : partage d'expérience sur l'implémentation de l'UNCRPD

#### h. EU monitoring framework

- i. A publié sa première newsletter

#### i. Rapport sur la réalisation de la stratégie européenne en faveur des PH

- i. <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=fr&catId=89&newsId=2725&furtherNews=yes>

- ii. Vue globale des actions entreprises par la CE depuis 2010

- iii. Souligne l'importance de continuer l'implémentation UNCRPD

- iv. EDF répondu à la consultation publique de mi-mandat. Mais ses attentes n'ont pas toutes été rencontrées

- 1. Pas de proposition pour la mise en place d'un point focal dans chaque DG de la CE

- 2. Pas de proposition pour la mise en place d'un dialogue structuré avec les DPO's





EUROPEAN  
DISABILITY  
FORUM



- 3. Pas de prise en considération des conséquences négatives de la crise économique
- 4. Le rapport mentionne le Pilier social sans entrer en détail
- v. EDF mènera une analyse plus détaillée et la présentera oralement au Board

8. EDF report on Forced sterilization **(DOC-B-17-02-08)**

9. Refugees with disabilities **(DOC-B-17-02-09 and Annex)**

**Dinner:** all participants will have dinner in their respective hotel (Qawra and Seashells hotel). The dinner is included in the hotel room rate package.

## SUNDAY 19 FEBRUARY

### 09:00 –11:00 EDF BOARD MEETING

10. Accessibility Act- update and training **(DOC-B-17-02-10)**

a. Introduction et objectif

- i. Donner des lignes directrices et des "trucs" aux membres du CA pour les discussions avec des groupes de pression sur l'EAA
- ii. grosse opposition de l'industrie
- iii. Manque d'ambition des politiques
- iv. Cette formation ne vise pas à donner des détails techniques mais une vue d'ensemble claire

b. Comment cela va fonctionner

i. Mise en situation

- 1. Trois sous-groupes
- 2. Chacun sera présidé par un membre du staff EDF :
  - a. Principaux aspects de la proposition
  - b. Arguments les plus courants





EUROPEAN  
DISABILITY  
FORUM



c. Chaque groupe représente un groupe de pression :

- i. Groupe Marie = organisations représentatives PH
- ii. Groupe Etienne = policy makers
- iii. Groupe Alejandro = Industriels

### 3. Fonctionnement

- a. 45 min : préparation en groupes
- b. 30 min : jeu de rôle
- c. 15 min : ce que l'on a appris, échange

## 11. EDF strategic framework **(DOC-B-17-02-11)**

## 12. Sustainable Development Goals **(DOC-B-17-02-12 and Annex)**

### a. Introduction et objectif

- i. Mettre à jour les info du CA sur les développements et plans relatifs aux objectifs du développement durable (SDGs)
- ii. Une présentation sera faite et le nouveau coordinateur du projet SDGs sera présenté

### b. Questions et discussion

- i. Avez-vous des information sur les SDGs au niveau nationl
- ii. Avez-vous des question sur le projet EDF sur les SDGs
- iii. Avez-vous des suggestions sur la note de concept pour le second rapport sur les droits humains sur les SDGs

### c. Mise à jour sur les développements récents

- i. Les SDGs sont un cadre politique global concernant tous les gouvernements
- ii. 11 références explicites au handicap dans les sections : droits humains, groupes vulnérables, éducation, emploi, réduction des inégalités, villes inclusives, moyens d'implémentation et données statistiques,
- iii. L'AGA de mai 2016 a approuvé les directions stratégiques suivantes :
  - 1. Suivre le processus de monitoring international





EUROPEAN  
DISABILITY  
FORUM



2. Plaider auprès de la CE pour qu'ils révisent leurs objectifs pour prendre correctement en compte les besoins des PH
3. Implication de la CE dans le projet Bridge the gap dont EDF est partenaire – réunion à Madrid en février ( ??? )

**a. OME : ne connaît pas le contenu de ce projet**

4. Coopération EDF-IDA-IDDC
5. Trouver des mécanismes pour soutenir d'autres networks régionaux de DPO's

**a. OME : signifie quoi ?**

6. EDF et IDDC ont un accord sur un MOU (en anglais), mais il n'a pas encore été signé.

**a. OME : qu'est-ce qu'un MOU ?**

7. Des pays se sont portés volontaires pour la revue 2017, dont la Belgique. Recherche d'un plus grand engagement des pays en matière de PH. EDF pourrait également produire un rapport européen en coordination avec ses membres pour le High Level Policy Forum qui se tiendra du 10 au 19 juillet + réunion ministérielle 17-19 juillet sur le thème « éradiquer la pauvreté et promouvoir la prospérité dans un monde changeant ». Le projet SDG sera présenté au Board.

8. Résultats attendus du projet

- a. Identification par la CE de la coopération externe comme une priorité de la stratégie européenne du handicap 2017-19

**i. OME = nébuleux**

- b. Monitoring de la CRPD au travers de la mise en œuvre de l'art 32
- c. UE devrait inclure des références spécifiques aux droits des personnes handicapées dans ses politiques et approches programmatiques sur la mise en œuvre des SDGs

9. Activités 2017 :

- a. Analyser la stratégie EU du H, publier, disséminer et plaider des recommandations concrètes sur les actions 2017-2020
- b. Former le staff EDF sur les SDGs





EUROPEAN  
DISABILITY  
FORUM



## 10. Rapport droits humains

- a. Examiner la mise en œuvre de l'art 32 par l'UE et les EM
- b. Organiser une rencontre d'experts pour analyser les résultats et développer des recommandations
- c. Publier le rapport dans la série « EU disability rights reports »

## 11. Influence politique

- a. Cartographier la SDG au niveau de l'espace politique, des réseaux et des alliances
- b. Contrôler le travail de la CE sur les SDGs
- c. Donner l'occasion aux DPOs de participer à des groupes de travail clé et à des dialogues politiques
- d. Donner des formations et du matériel de plaidoyer aux membres EDF et les supporter à alimenter les consultations
- e. Donner des possibilités de formation peer-to-peer

**i. OME : trop peu de connaissance sur les SDGs pour bien comprendre ce plan : les formations EDF = nécessaire**

**ii. OME : secrétariat prendra contact avec coordinateur EDF → invitation à un CA ?**

## 11:00 –11:30 Coffee Break

## 11:30-13:00: BUSINESS SESSION

### 13. Financial Issues:

6.1 EDF Accounts (**DOC-B-17-02-13**)

6.2 IDA management (**DOC-B-17-02-14**)

### 14. Reporting from the Committee and Advisory Group meetings on Friday

### 15. Evaluation of the meeting







EUROPEAN  
DISABILITY  
FORUM



## 16. Any Other Business

### a. EDF Board resolution on inclusiveness of EDF and its members **(DOC-B-17-02-15)**

- i. Résolution initialement à l'ordre du jour du Board de novembre 2016. Reporté pour manque de temps
- ii. Le CA BDF avait discuté son contenu et transmis ses remarques à CN par e-mail et transmises à nouveau le 29/01/2017 (cf. 2017-01-29-SurvivantPsychiatrie-Comments and questions from BDF-Réponse-à-CN)
- iii. Les remarques du BDF ont été intégrées → **à défendre**
  1. Ne pas inscrire dans les statuts de l'EDF et de ses membres d'inclure des « anciens utilisateurs et survivants de la psychiatrie » dans ses organes de gestion : cela leur donnerait un statut supérieur aux autres membres. Leur garantir le statut de « full member » avec les mêmes droits que tous les membres
  2. Proposition de la phrase suivante :  
"Therefore, EDF Board recommends to all EDF members to include (ex-)users and survivors of psychiatry and/or persons with psychosocial disabilities and their organizations as full-members in their organisation. Full-membership is guarantying them equal rights as to any other members of the organisation : access to its governing bodies according to the statutes of the organisation, participation in the working structures and activities, including the CRPD review process".  
**Cette phrase a été reprise quasi intégralement dans la nouvelle proposition** (une correction grammaticale)
  3. Demande d'adapter le 2<sup>ème</sup> bullet point en conséquence  
**Cela a été fait**
  4. Demande de confirmation : l'expression « CRPD Committee review process » désigne-t-elle bien « the process of reviewing of the national reports by the the Committee » (Dialogue constructif)  
**Pas de réponse reçue, mais il est vraisemblable que ce soit le cas.**

### b. EDF Board resolution Rome Summit and the rights of persons with disabilities **(DOC-B-17-02-16)**

### c. EDF Board resolution Employment **(DOC-B-17-02-17)**





EUROPEAN  
DISABILITY  
FORUM



17.Date and venue of the next meeting: 12 May, Madrid, Spain

**13:00**      **END OF THE BOARD MEETING**

